

Veille & territoires

#311 Bulletin du 2 juin 2022

Attractivité

► [Baromètre de l'attractivité de la France 2022. Nouveau monde, nouvelles armes](#)

FEY Consulting, Marc Lhermitte, Eric Fourel, mai 2022. 28 p.

Pour la 3e année consécutive, la France conserve sa place de 1ère destination européenne pour les investissements étrangers. Si elle a su maintenir le cap malgré la crise sanitaire et le contexte géopolitique, la France doit désormais faire face à de nouveaux enjeux pour préserver et renforcer son niveau d'attractivité.

► [Le baromètre](#) ► [La synthèse](#)

Centre-ville

► [Vivre le centre-ville : représentations de la décroissance et de la revalorisation dans trois villes moyennes de la Côte d'Opale](#)

Jérémy Innebeer, université du Littoral Côte d'Opale, 2022. 541 p.

Thèse de doctorat en aménagement de l'espace, urbanisme sous la direction de Christophe Gibout, professeur, université du Littoral-Côte d'Opale, directeur, et Anne-Peggy Hellequin, professeure, université Paris-Nanterre

Quartiers emblématiques, les centres villes subissent aujourd'hui des difficultés plus ou moins perceptibles, dues en partie à un déclin démographique et commercial important, se traduisant par une désertion de ces centres et un phénomène de vacance commerciale et de logement. Cette situation de décroissance s'observe alors notamment dans les villes moyennes, et de manière plus prononcée encore dans les villes portuaires et industrielles. Le présent travail de thèse se concentre sur les centres villes de Dunkerque, Calais et Boulogne-sur-Mer, et a pour objectif d'une part d'étudier les spécificités de ces villes moyennes industriales-portuaires, ainsi que de mesurer ces phénomènes de déclin et d'en comprendre les différentes dynamiques. Dans un second temps, l'étude se porte sur l'impact des politiques publiques de revalorisation sur les urbanités et la réception de celle-ci par les habitants.

► [Palmarès 2022 des quartiers les plus dynamiques des métropoles françaises](#)

Mytraffiq, en collaboration avec l'Institut des Hautes Etudes des Métropoles (IHEDM). Mai 2022. 36 p.

Mytraffiq a mesuré la fréquentation piétonne mensuelle dans plus de 80 quartiers commerçants des 21 métropoles françaises (hors Paris), entre janvier et décembre 2021. Le classement distingue les quartiers les plus fréquentés des métropoles françaises et propose une analyse complète des clés de leur réussite, après avoir interrogé les élus locaux et les managers de commerce.

interne;

Développement durable

► [Risques climatiques, réseaux et interdépendances : le temps d'agir](#)

France Stratégie, Claire Rais Assa, Anne Faure, Maxime Gérardin

***Note d'analyse*, n° 108, mai 2022. 12 p.**

Ce travail mené sur les réseaux d'électricité, de transports routier et ferroviaire et de télécommunications rappelle la vulnérabilité des infrastructures qui les composent dans le contexte d'un climat en pleine évolution. Ces réseaux sont associés, en fonctionnement normal comme en temps de crise, par de nombreux liens de dépendance, physiques ou découlant des relations entre les acteurs. Cela tend à augmenter la vulnérabilité des réseaux au changement climatique. Face à ces risques, les actions mises en œuvre constituent des réponses encore partielles, ce qui impose de pleinement prendre en compte les interdépendances dans les stratégies d'adaptation. Afin de répondre à ces enjeux et de contribuer à l'élaboration du volet « Adaptation » de la nouvelle Stratégie française énergie-climat, France Stratégie dresse des pistes d'actions pour l'État autour de trois axes.

Grand Paris

► [Territoires et géographie sociale : le cas du Grand Paris](#)

Jean-Marc Zazinetti

***Population & Avenir*, n° 758, mai-juin 2022. pp.4-7**

Nombre de discours considèrent qu'une France des métropoles créatrices de richesses s'oppose aux autres territoires. Et la métropole la plus riche est celle du Grand Paris qui bénéficie de la présence des administrations centrales, de nombreux sièges sociaux et de la forte sollicitude financière de l'État. Mais cela signifie-t-il que cette Métropole du Grand Paris n'additionne que des territoires de richesse en rejetant les catégories socioprofessionnelles moins avantagées au-delà ? L'étude de la géographie sociale permet de répondre à cette question.

Justice spatiale

► [Qu'est-ce qu'une géographie du juste ?](#)

Bernard Bret, Virginie Chasles et Ana Povoas (invités)

France Culture, émission "*Géographie à la carte*", mai 2022. 58 mn

Découpage administratif, accès aux services publics, au numérique... Comment obtenir des territoires justes ? La justice spatiale se limite-t-elle à la justice distributive ? Des questionnements au cœur de la justice spatiale, souvent confondue avec l'égalité territoriale. Echanges avec Bernard Bret et Virginie Chasles, géographes, et Ana Povoas, chercheuse en sciences sociales et urbanisme.

Logistique

► [Perspectives de la politique d'aménagement du territoire et de cohésion territoriale, sur le volet « logistique urbaine durable »](#)

Martine Filleul et Christine Herzog (rapp.)

Sénat (Commission de l'aménagement du territoire et du développement durable,)

***Rapport d'information*, n° 636 (2021-2022), 24 mai 2022. 86 p.**

Passer d'une logistique vue exclusivement comme une contrainte à une logistique appréhendée comme une opportunité pour nos agglomérations : tel est l'objectif que s'est donné la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable du Sénat.

La logistique urbaine est « l'art d'acheminer dans les meilleures conditions les flux de marchandises qui entrent, sortent et circulent dans la ville ». Elle occupe une place grandissante dans les zones urbaines. Essentielle pour l'approvisionnement des centres urbains, ses impacts environnementaux et sociaux (émissions de gaz à effet de serre GES et de polluants atmosphériques, congestion, insécurité, etc.) doivent être maîtrisés. Dans ce contexte, et pour anticiper ce défi, la commission a adopté 14 recommandations, autour de 4 axes, pour faire émerger une logistique urbaine plus durable :

- Mieux intégrer la logistique dans l'espace urbain
- Améliorer les règles de circulation et de stationnement afin d'optimiser le partage de la voirie

- Accompagner la décarbonation des flottes et soutenir le report vers des modes moins polluants
- Sensibiliser les consommateurs sur l'impact environnemental de leurs livraisons

[► Le rapport](#) [► La synthèse](#)

[► Logistique : des grands corridors au dernier kilomètre](#)

Traits d'agences, n° 40, mai 2022. pp 9- 24

En l'absence de leviers, les politiques publiques ont longtemps laissé la structuration de la logistique aux opérateurs. Aujourd'hui la logistique, et surtout celle du dernier kilomètre, est réfléchiée par les collectivités et fait l'objet de stratégies et de régulations.

Ce sujet complexe et multiscalaire demande d'observer les dynamiques et les besoins du territoire, de construire des stratégies partagées, de dialoguer avec la diversité des acteurs pour réfléchir aux implantations et trouver les solutions adaptées. Par cette publication, la Fnau propose d'explorer quelques démarches, outils de régulation et gouvernances, mises en place dans les collectivités avec l'appui des agences d'urbanisme.

Métropolisation

[► La métropole comme horizon. Des experts au service de la production d'une évidence réformatrice](#)

Christophe Parnet

Métropolitiques, 26 mai 2022

En dépit de nombreuses critiques académiques et militantes, la métropolisation continue de constituer le cadre des réformes territoriales successives. Christophe Parnet montre comment les discours et analyses des experts du fait métropolitain contribuent à circonscrire le champ des possibles en matière d'aménagement de l'espace.

Mobilités - Transports

[► Transport ferroviaire et territoires en France : vers la fin du tout-TGV ?](#)

Raymond Woesser

Population & Avenir, n° 758, mai-juin 2022. pp. 4-7

Après avoir absorbé l'essentiel des investissements ferroviaires entre les années 1980 et 2010, les lignes et trains à grande vitesse (LGV et TGV) ont été accusés de vampiriser les autres activités de la SNCF, qu'il s'agisse des grandes lignes, des trains régionaux comme du fret. Mais, depuis le milieu des années 2010, les annonces se sont multipliées pour le retour du rail hors TGV. L'action publique va désormais dans le sens du Grand Paris Express, des TER, de la relance des trains de nuit et des autoroutes ferroviaires dédiées aux marchandises. Ce qui n'empêche pas certains projets de LGV de revenir sur le devant de la scène. Entre discours et réalités, réalisations et possibilités, où se situent les territoires français dans les réseaux ferroviaires ?

Politique de la ville

[► L'avenir se joue dans les quartiers pauvres. 24h dans la vie d'un habitant](#)

Institut Montaigne, mai 2022. 93 p.

Depuis plus de 30 ans, la pauvreté, les flux migratoires et les difficultés économiques sont concentrés dans quelques territoires, les quartiers pauvres. Comment apprendre à faire ou refaire société dans des territoires qui en accumulent tous les maux ? Quelles mesures pour améliorer durablement les conditions de vie des habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV) ? Le présent rapport fait le récit de 24 heures dans la vie d'habitants des quartiers populaires, et contient 31 propositions opérationnelles afin d'améliorer leurs conditions de vie au quotidien. Il propose une nouvelle étape du travail au long cours de l'Anru, pour que l'Anru du cadre de vie s'accompagne d'un Anru des habitants.

[► Le rapport](#)

Politique temporelle

[► Temporalités, où en est la recherche ?](#)

Episode 1 - Redonner du sens aux « questions de temps » dans l'aménagement du territoire : s'interroger sur le ralentissement, une vraie question politique.

Rencontre avec Dominique Royoux et Emmanuel Munch

Tempo territorial, mai 2022

Alors que les « questions de temps » n'ont jamais été aussi prégnantes que depuis la crise sanitaire, et ont bouleversé nos modes de vies, le réseau Tempo territorial choisit de revenir aux fondamentaux et s'intéresse à ce qui fait sens en termes d'approches temporelles aujourd'hui. Dans cette série d'articles, ils donnent la parole à un certain nombre de chercheurs : quels sont leurs sujets de recherche temporelle actuels et quels sont les thèmes qu'il faudrait investir absolument afin d'outiller une société de plus en plus parcellisée, désynchronisée ?

Réforme de l'Etat

► Services publics et transitions : réformer la réforme de l'Etat

Vincent Feltesse et Sébastien Soriano

***Terra Nova*, mai 2022. 49 p.**

L'enjeu de la présente note est de proposer les termes d'une approche profondément renouvelée de la réforme de l'Etat : les auteurs souhaitent proposer les contours de l'action publique de demain.

► Les effectifs de l'administration territoriale de l'État (ATE)

Cour des comptes, mai 2022. 40 p.

Les services de l'État territorial sont à un tournant de leur histoire. La réforme de l'administration territoriale de 2010 s'est suivie de dix années de réductions ininterrompues d'effectifs, avec la perte de 11 000 ETPT, soit 14% de l'effectif initial. L'année 2022 marque la fin de cette trajectoire, avec une stabilisation des emplois. Dans les préfectures, les suppressions de poste n'ont pas été réalistes. Certains services des préfectures ne fonctionnent désormais qu'au moyen de contrats courts, source de précarisation et de désorganisation des services. Dans les directions départementales interministérielles, les ministères, notamment l'écologie et les ministères sociaux, ont principalement fait porter les suppressions de postes sur leurs services départementaux, au bénéfice des directions régionales qui ont été relativement épargnées. La fin des suppressions de poste pose la question de l'attractivité de certaines fonctions ou territoires : l'enjeu est désormais d'éviter que les postes préservés ne restent vacants faute de candidats. La Cour formule quatre recommandations.

Rural

► Multiplier les innovations sociales qui font la preuve de leur impact dans les territoires ruraux

Mélissa Aksil, Yasser Askar, Quentin Dubourg, Juliette Montocchio, Emeline Stievenart

Impact Tank, Mai 2022. 86 p.

En 2021, l'Impact tank en partenariat avec la Fondation RTE et l'ADEME, a réuni une cinquantaine d'acteurs de terrain, chercheurs spécialistes et décideurs publics et privés autour des enjeux de l'innovation sociale en ruralités. L'objectif : multiplier les initiatives contribuant à la revitalisation des territoires ruraux. Il publie son premier rapport de solutions, destiné à accompagner les entrepreneurs ruraux vers plus d'impact mais aussi l'action des décideurs publics dans ces territoires.

Ce rapport développe des recommandations concrètes pour accélérer les innovations sociales sur tous les territoires et revitaliser les zones marginalisées : mécénat de compétences en impliquant davantage le secteur privé, portage politique local et national, proposition de création d'un label, réformes législatives, et diffusion de témoignages des porteurs de projets, afin de créer de véritables rôles modèles issus de la ruralité.

► Le rapport

Santé

► Pour une politique publique nationale de santé-environnement au

[cœur des territoires](#)

Isabelle Dorresse et Agnès Popelin-Desplanches (rapp.)

Conseil économique, social et environnemental (Commission Affaires sociales et Santé)

Avis du Cese, n° 2022-008, 24 mai 2022. 87 p.

Les conséquences des dégradations de l'environnement sur la santé s'aggravent et sont de plus en plus documentées : 7 millions de morts prématurées dans le monde chaque année sont ainsi attribuées à la pollution de l'air selon l'OMS. En cause, les activités humaines qui contribuent à dégrader nos écosystèmes, parmi lesquelles la surexploitation des ressources naturelles, la déforestation, l'artificialisation des sols, l'étalement urbain, les activités industrielles ou encore le tourisme de masse. Si l'ensemble de la population est touchée, les populations les plus précaires sont les plus exposées aux risques environnementaux, et sont celles qui accèdent le plus difficilement aux soins et aux actions de prévention sanitaire. En dépit de ces constats, l'action des pouvoirs publics reste fragmentée et sectorielle. Le Cese plaide pour dépasser l'approche de la santé fondée sur les soins et les maladies, au profit d'une action préventive globale : sanitaire, environnementale, mais aussi économiques et sociale.

[► L'avis](#)

[► L'urbanisme au service de la santé](#)

Santé publique France

La Santé en action, n° 459, mars 2022 - publié en mai 2022. 52 p.

C'est un déterminant de la santé des populations insuffisamment reconnu : l'urbanisme joue un rôle crucial dans la qualité de vie, le bien-être et donc la santé globale de tout individu. Quatre experts de l'urbanisme favorable à la santé ont coordonné ce dossier central : Anne Roué Le Gall, Mathilde Pascal, Nina Lemaire et Thierno Diallo. Ce numéro présente une synthèse des connaissances et des focus sur des pratiques d'urbanisme favorable à la santé en France et à l'étranger. Une vingtaine de chercheurs et professionnels de terrain y ont contribué. Avec la contribution de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) qui établit un constat d'urgence - l'urbanisme dégradé tue - et formule des propositions.

[► Télécharger le numéro 459](#)

[► Les inégalités sociales et territoriales de santé. Dossier documentaire](#)

Guillemette Chevaillier

École des hautes études en santé publique (EHESP), mai 2022. 36 p.

Parmi les thèmes abordés dans le cadre de cette sélection bibliographique : "Problématiques et état des lieux", "Recherche et inégalités sociales de santé", "Discriminations et accès aux soins des populations les plus vulnérables", "Politique et programmes de réduction des inégalités", "Les inégalités de santé dans les territoires", ...

Télétravail

[► Impacts du télétravail frontalier. Le télétravail frontalier : de marginal à indispensable](#)

Mission opérationnelle transfrontalière (MOT), mai 2022. 44 p.

Assez marginal jusqu'au début de l'année 2020, le télétravail a connu un "boom" en France comme en Europe en raison des restrictions liées à la pandémie de Covid-19. Ce constat a été particulièrement marqué dans les territoires frontaliers confrontés à une forme de "confinement national" suite à la fermeture, partielle ou totale, des frontières internes de l'Europe. Ceci a induit une croissance rapide du télétravail frontalier. Si dans l'urgence de la situation, l'Europe et les Etats européens ont veillé à éviter toute limitation du télétravail frontalier, par dérogation aux règles fiscales et sociales préétablies, aucune analyse globale n'avait jusqu'à présent été menée sur ce phénomène nouveau. Cette étude vise à répondre à cet écueil, et propose trois analyses complémentaires :

- une première analyse de l'ensemble des accords amiables que la France a conclus avec ses voisins afin de maintenir les régimes fiscaux des travailleurs frontaliers en télétravail ;
- une deuxième analyse, inspirée des travaux de l'Agape, visant à estimer le nombre de télétravailleurs frontaliers aux frontières de la France tant avant pandémie (année 2018)

qu'au plus fort de celle-ci (année 2020) ;

- enfin, une dernière analyse sur les impacts positifs comme négatifs de la pratique du télétravail en territoire transfrontalier. Cette dernière analyse porte sur les trois territoires soutiens de l'étude, à savoir : le Grand Genève, l'Arc Jurassien et la frontière Nord Lorraine/Luxembourg.

Transition écologique

► [Analyse et réflexions sur la reconversion écologique : territoires, entreprises, politiques publiques](#)

Entretien avec Dominique Méda, réalisé par Danielle Cerland-Kamelgarn, François Granier

Sociologies pratiques, n° 44, 2022. pp. 7-12

Le travail et les politiques sociales sont au cœur des travaux de Dominique Méda. Les questions du développement durable et de la transition écologique viennent alimenter ses réflexions dans ces domaines. C'est en ce sens qu'elle porte un regard sur les territoires et les entreprises tout en interrogeant le rôle des politiques publiques et celui des institutions et des instruments de régulation internationale. Elle donne quelques clefs de lecture afin de décrypter le lien entre ces différents sujets.

Urbain

► [« Urbanisme circulaire » : idées reçues et angles morts d'un concept pas si neuf](#)

Martial Vialleix

The Conversation, 31 mai 2022

L'économie circulaire a le vent en poupe, et notamment dans le domaine de l'urbanisme, à l'heure où les chantiers du Grand Paris Express et leurs 45 millions de tonnes de déblais font l'objet de controverses. Comment déconstruire cet engouement soudain pour ce que l'on appelle « l'urbanisme circulaire » ? Quels sont les angles morts de ce mouvement, qui entend relever différents grands défis qui se posent à la ville dans un contexte de transition écologique ?

Agence nationale de la cohésion des territoires

Conception : Isabelle Rican & Sylvère Geniaux / Service de veille

>> [S'abonner au bulletin : accès direct à l'encart d'inscription](#)

>> [Nous contacter : veille.anct@anct.gouv.fr](mailto:veille.anct@anct.gouv.fr)

Conformément à la loi "Informatique et libertés" du 6 janvier 1978, vous pouvez accéder aux informations vous concernant, les rectifier ou vous opposer à leur traitement et à leur transmission éventuelle à des tiers en écrivant à : Agence nationale de la cohésion des territoires | Service communication - 20, avenue de Ségur - TSA 10717 - 75334 PARIS CEDEX 07 ou en envoyant un courriel à l'adresse suivante : info@anct.gouv.fr

